



[ACCUEIL](#) > [ACTUALITÉ](#) > [RÉGIONS](#) > La région Grand-Est et l'État lancent l'Acte II de leur plan de reconquête

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

La région Grand-Est et l'État lancent l'Acte II de leur plan de reconquête

Publié le 08/12/2021 • Par [Pascale Tessier](#) • dans : [Régions](#)



GrandEst

Seuls exemples d'un plan de relance entièrement co-construit par un territoire et l'État, le Grand-Est et la préfecture de région viennent de lancer l'acte II de leur Business Act dont environnement, numérique, industrie et santé constituent les « quatre défis du changement. »



MA GAZETTE



Sélectionnez vos thèmes et créez votre newsletter personnalisée

Développement économique

Economie

Etat et collectivités locales

Investissement local

Tous les thèmes

Co-construire la relance, mais dans la main avec l'État ? C'est possible et ça marche ! Dans le Grand-Est, le conseil régional et la préfecture de région ont engagé, mardi à Strasbourg, l'acte II de leur plan régional de relance et de reconquête baptisé Business Act, entièrement bâti sur le territoire.



entreprises, au cas par cas, en les concentrant aux mêmes territoires ou en les aidant à mettre en œuvre un plan d'actions. Dans le cadre des quatre défis du changement (environnement, numérique, industrie, santé), 11 actions structurantes ont été définies, de la création d'un observatoire des compétences au déploiement de 300 stations multi-énergies, de la sensibilisation annuelle de 150 000 citoyens aux enjeux climatiques au renouvellement massif des machines industrielles, ou encore de l'amélioration des conditions de travail des professionnels de santé hospitalier au développement accru de la bioéconomie, par exemple.

L'acte II ne vient pas en remplacement de l'édition fondatrice mais à la suite, nourri de la réalité économique actuelle du Grand-Est, issu du travail mené par plus 450 acteurs et 8 groupes de travail. Pour la préfète de région, Josiane Chevalier, il s'agit d'aller plus loin, alors que l'économie a retrouvé son niveau d'avant la crise, d'anticiper les grands défis, « de compléter et d'adapter au contexte du Grand-Est le plan France relance 2030. » Il ne faut surtout pas penser que les transformations ne concernent que l'industrie mais avoir plutôt « une vision complètement consolidée de ce qui s'opère, transformations humaine, y compris », insiste Jean Rottner (LR), président de la région Grand-Est.

Publicité

amazon



Business Act II lance aussi un appel à manifestation d'intérêt (AMI) pour créer les parcours de transformation. Parallèlement, des GET (Grand Est Transformation) vont être déployés sur l'ensemble du territoire, et parce que la Haute-Marne n'est pas la Meuse qui ne ressemble pas plus à l'Aube qu'aux Vosges ou aux Ardennes, il existera bien des structures dans chaque département. Suivant le contexte local, elles présenteront toutefois l'un ou la totalité des métiers offrant des solutions autour des quatre défis. Un réseau d'ambassadeurs des GET sera mis en place, non seulement au sein des territoires du Grand-Est, mais aussi dans 10 pays partenaires.

Business Act II veut aussi créer une marque « commande publique responsable qui soit un vrai levier pour nos entreprises à destination des acheteurs publics », a précisé Boris Ravignon, vice-président en charge des l'économie, des fonds européens et de la commande publique. 5,5 Md€ ont été investis en 2020 par l'ensemble des collectivités du Grand-Est, et 6Mds€ ont déjà été engagés cette année. La charte de 42 engagements a été élaborée avec 40 représentants des collectivités, elle vise l'harmonisation et l'homogénéité des pratiques et veut doubler le nombre de signataires en 2022. « Ce n'est pas un sujet de droite ou de gauche » affirme le maire de Charleville-Mézières qui se réjouit de l'implication de collectivités de toutes tendances politiques parmi les premiers signataires. Le double objectif de cette charte est « que les commandes profitent d'abord au tissu local et qu'elle aide les entreprises à répondre aux appels. C'est un des leviers de la simplification administrative et un levier de la transformation écologique. »



Les étapes clés pour choisir sa plateforme IoT

L'avènement des smart city depuis quelques années poussent les collectivités à s'interroger sur le logiciel qui pourra leur permettre de gérer et analyser la multitude de données issues de leurs capteurs

Contenu proposé par **ARTERIA**

En complément de Bercy, pas en concurrence

Au départ, pourtant, rien n'était gagné, et Jean Rottner en convient, avec le hochement de tête approbateur de la préfète. « Elle est arrivée avec le covid, il y a eu l'incident du tarmac » (c'est à-dire la réquisition par l'État, à la descente des avions, des milliers de masques commandés par les régions, ndlr) « mais on s'est demandé comment pouvait-on travailler différemment ? », a replacé le président de la région. Ce plan se veut aujourd'hui la preuve que l'Etat et la région ont su établir une confiance qui a « irradié un peu partout », et donc aussi entre les services des deux administrations.

À LIRE AUSSI

- [La guerre des masques, un cauchemar pour les collectivités](#)

La conviction qu'une crise économique allait suivre le pan sanitaire a poussé le président de région à organiser une réunion entre les représentants de l'Etat et ses services dès le 12 mars 2020. Quatre mois plus tard, Business Act 1 était voté et signé, au terme de la mobilisation de quelque 800 acteurs de l'ensemble des départements,